

V CHAPITRE UN VUE D'ENSEMBLE

L'année étudiée, (1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991) a été marquée par des événements politiques qui ont modifié l'équilibre des forces dans le monde, posé des défis sur le plan diplomatique et offert d'extraordinaires possibilités commerciales. L'unification de l'Allemagne, les changements rapides en Union soviétique et la guerre du Golfe ont eu des répercussions considérables sur les missions diplomatiques du Canada. Par le biais d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le gouvernement s'est efforcé de faire progresser la démocratie et de soulager les souffrances humaines, tout en protégeant les intérêts du pays sur la scène internationale.

ACTIVITÉS MULTILATÉRALES

Le Canada attache une grande importance à son rôle au sein de nombreux organismes multilatéraux, qui aujourd'hui gèrent ces changements mondiaux, et au soutien qu'il apporte à ces organismes. Membre du Conseil de sécurité des Nations Unies jusqu'en décembre 1990, il a pris part à de longs débats onusiens visant à empêcher que la guerre éclate au Moyen-Orient. En janvier, lorsque l'on n'a pu convaincre l'Iraq de se retirer pacifiquement du Koweït, le Canada a appuyé les résolutions de l'ONU et envoyé des troupes dans le Golfe. Par ailleurs, le Canada a aussi fait preuve de leadership à l'ONU concernant l'embargo sur les armements décrété contre l'Afrique du Sud, et comme membre du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA).

Le Sommet de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en novembre 1990, a marqué la fin de la Guerre froide en Europe. La Charte de Paris pour une nouvelle Europe a salué l'avènement de relations amicales entre les 34 États participants et, aux termes du Traité sur les forces conventionnelles en Europe, les 22 pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et du Pacte de Varsovie ne sont plus ennemis. Le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui représentaient le Canada aux réunions, se sont efforcés de convaincre leurs homologues de créer un centre pour la prévention des conflits et de reconnaître la dimension humaine des événements mondiaux.



Photo : Klaus Moller

M. Joe Clark à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

En juillet, au Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN, le premier ministre Mulroney et d'autres dirigeants de l'Alliance ont publié la Déclaration de Londres. Constatant les changements fondamentaux survenus en Europe, ils y annonçaient le lancement d'un programme visant à transformer l'OTAN, en conséquence.

Le Sommet économique de Houston a porté essentiellement sur l'URSS, sur le commerce et sur l'environnement. Les leaders des sept grands pays industrialisés ont pris acte des changements démocratiques en Europe centrale et en Europe de l'Est et donné le feu vert à une étude de l'économie soviétique ayant pour but de formuler des recommandations pour la réformer. Le Canada y a notamment proposé d'adopter des mesures concernant les indicateurs environnementaux, les sources terrestres de pollution côtière et l'étiquetage des produits en fonction de leur impact sur l'environnement. Dans la Déclaration sur les questions transnationales, les leaders condamnaient le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Les négociations multilatérales de l'Uruguay Round sur le commerce se sont poursuivies, l'accent y étant mis en priorité sur le règlement des questions agricoles.

À chacune des réunions du Commonwealth cette année, le Canada a défendu les droits de la personne, les valeurs démocratiques et l'égalité pour les femmes. Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, présidé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très